

La fermeture controversée de l'institut psychiatrique national



L'avenir de plusieurs centaines de malades est

devenu incertain après la fermeture de l'Institut Psychiatrique et Neurologique National (OPNI). L'ombudsman a demandé au ministère de la Santé de dialoguer avec les professionnels de la santé.

Il y a déjà plus d'un an que l'OPNI a fermé ses portes. Les Hongrois l'appelaient «Lipótmész», d'après le nom de l'arrondissement où se dressent les immeubles de cette institution depuis 140 ans. Selon le gouvernement, la fermeture de cet institut psychiatrique s'inscrit dans le cadre de la réforme des services de santé. Les malades pris en charge par l'OPNI sont désormais redirigés vers huit autres hôpitaux. Zsuzsa Matejka, directrice de cabinet au ministère, a estimé qu'au XXI^e siècle il fallait envisager de traiter les malades psychiatriques différemment. Selon elle, on dispose désormais des médicaments nécessaires pour procéder à la réforme de cette branche de la santé publique. Mme Matejka a ajouté que le coût de l'entretien d'un institut de cette taille était trop important, qu'il fallait donc réorganiser les services, pour faire des économies.

De son côté, la Société Psychiatrique Hongroise (MPT) craint bien plus que la fermeture et la vente des bâtiments de cet institut : pour la MPT, cette fermeture est le symbole d'une mise en pièces de la psychiatrie hongroise. Les membres de la MPT redoutent les effets de cette décision sur l'avenir de la recherche et de

l'éducation psychiatriques, dont l'OPNI était le centre.

Dans l'ensemble, les bâtiments de l'institut (le deuxième plus grand ensemble immobilier de Budapest) sont en bien meilleur état que ceux des autres hôpitaux en général. Malgré le mauvais état de la façade, l'intérieur du bâtiment est bien entretenu et son environnement est très agréable, avec de grands espaces verts.

Parmi les réactions politiques à cette fermeture, celle de l'opposition ne s'est pas faite attendre : elle suppose qu'il s'agit de spéculations immobilières ou de quelque autre affaire obscure. A moins que les investisseurs ne se tiennent à l'écart d'une telle transaction, à cause du passé sinistre de ces édifices...

D'après le communiqué du 23 juin de l'ombudsman du Parlement hongrois pour la protection des informations, Máté Szabó (qui remplace actuellement l'ombudsman des droits de l'homme), le vrai problème c'est la poursuite des soins dispensés jusqu'ici aux malades renvoyés. En effet, ces derniers cesseront probablement de prendre leurs médicaments, ne fréquenteront plus les services neurologiques et l'aggravation de leur état condamnera certains à devenir sans-abris.

La suppression des soins apportés aux très nombreux malades souffrant d'addictions (à l'alcool, aux drogues) se révèle également inquiétante car, outre l'OPNI, il n'existe pas de services de prise en charge de la dépendance à Budapest. Autre manque résultant de cette fermeture : il n'y aura plus désormais d'unité de soins dédiée aux adolescents souffrant de troubles psychiatriques.

L'ombudsman a invité le ministre de la santé à prendre l'initiative d'une sortie de crise, par le dialogue avec les professionnels de la santé, et à établir un comité professionnel pour régler la situation des malades et leur traitement.

Un certain consensus semble émerger parmi les parlementaires : des personnalités des différentes tendances politiques se sont déclarées favorables à un sauvetage de l'institut, notamment Zoltán Pokorni, du Fidesz, et Imre Sípos, du MSZP.

Timea Ocskai

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel